

Numéro 70 - 19 mai 2016

Opposons-nous tous au coup d'État au Brésil!

La présidente brésilienne appelle à la mobilisation pour renverser le coup d'État contre le peuple



Grande manifestation contre le coup d'État, à Sao Paulo, le 12 mai 2016 (*Vermelho*)

Opposons-nous tous au coup d'État au Brésil!

- La présidente brésilienne appelle à la mobilisation pour renverser le coup d'État contre le peuple
- Les forces populaires et les organisations politiques se mobilisent contre le coup d'État
- Condamnation internationale
- L'humanité contre le coup d'État au Brésil - *Le réseau en défense de l'humanité*

Opposons-nous tous au coup d'État au Brésil!

La présidente brésilienne appelle à la mobilisation pour renverser le coup d'État contre le peuple

La présidente brésilienne Dilma Rousseff a annoncé le 12 mai la dissolution de son gouvernement après la tenue du vote par les forces contre-révolutionnaires la veille au Sénat brésilien pour la soumettre à un procès frauduleux de destitution. Peu après, le Sénat brésilien a nommé comme président Michel Temer, l'ancien vice-président néolibéral du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), un des chefs de file du coup d'État. Temer, comme d'autres comme lui qui sont derrière le coup d'État, font l'objet d'une enquête pour des allégations sérieuses de corruption et de malversations financières. Temer et d'autres dirigeants du PMDB ont déjà annoncé leur intention de mettre en oeuvre d'importantes compressions dans les programmes sociaux. [1]

S'adressant à des milliers de Brésiliens qui s'étaient rassemblés devant le palais présidentiel en appui au gouvernement du Parti des travailleurs, Dilma a appelé tout le peuple à rester mobilisé. « C'est un combat que nous allons gagner. Cela dépend de nous tous. Montrons au monde entier les millions de personnes qui défendent la démocratie dans notre pays », a-t-elle dit.

Le 12 mai, des manifestations de masse ont eu lieu dans tout le Brésil appelant à l'arrestation de Eduardo Cunha, l'ancien président de la chambre basse du Congrès, qui a dirigé la procédure de destitution contre la présidente, et à l'éviction du chef du putsch, Michel Temer. Guilherme Boulos, coordinateur national du Mouvement des travailleurs sans-abri a dit que les Brésiliens sont dans un état de mobilisation permanente pour défaire le coup d'État.

La session du 11 mai du Sénat a duré près de 24 heures au milieu des manifestations de masse à travers le Brésil et dans le monde en appui à Rousseff et au gouvernement brésilien. Des vigiles de nuit ont été organisées et les manifestations ont continué durant la matinée du 12 mai. Selon le cadre établi par le « procès », la présidente doit quitter le pouvoir pour une période de 180 jours.



Une manifestation de femmes devant le Sénat pour protester contre le coup d'État, le 11 mai 2016 (Vermelho)

La base frauduleuse du geste de destitution de Rousseff a également été exposée le 11 mai, lorsque le procureur général du Brésil José Eduardo Cardozo s'est adressé au Sénat. Il a déclaré que la présidente Rousseff n'a été inculpée d'aucun crime et qu'aucune allégation sérieuse ne pèse

contre elle et que le soi-disant processus de destitution ne repose pas sur la légalité constitutionnelle. Cardozo a dit qu'on fait face à un coup d'État et non à un processus juridique valide. Il a fait référence à ceux qui ont été injustement accusés et persécutés sous la dictature de 1964, « Je serai du bon côté de l'histoire parce que j'ai défendu la Constitution », a-t-il dit.



Les forces populaires et les organisations politiques se mobilisent contre le coup d'État



Manifestants à Sao Paolo le 12 mai revendiquant l'éviction de Temer, le dirigeant du coup (Xinhua)

Les forces populaires et les organisations politiques du Brésil ont déclaré que peu importe que le coup et la dictature qui est mise au pouvoir se prétendent légaux, elles vont continuer de lutter à la défense de leurs gains et pour renverser le coup. Le peuple du Canada et du Québec se joint au peuple brésilien et dit non à un autre coup appuyé par les États-Unis et à la dictature au Brésil. Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) s'engage à mettre ses ressources au service de la lutte que mène le peuple combattant du Brésil en ce moment.

La camarade Luciana Santos, la présidente nationale du Parti communiste du Brésil (PCdoB) a émis une déclaration le 12 mai appelant les Brésiliens à lutter pour la démocratie et à défaire le coup fomenté par le Sénat. Le PCdoB est un des membres du Front populaire brésilien et il détient dix sièges à la Chambre des députés du Brésil de même qu'un siège au Sénat. Sous le gouvernement légitime du Brésil, son député Aldo Rebelo a servi de ministre de la Défense.

Luciana Santos a souligné que le Brésil vivait maintenant une période de tension et d'incertitude. Elle a dit que la présidente Rousseff avait été élue par plus de 54 millions d'électeurs et que la situation est caractérisée par une confrontation entre deux blocs, un qui possède un mandat

légitime et un autre qui est entaché d'illégalité et a été mis au pouvoir par un coup. La présidente du PCdoB a appelé à aborder avec énergie la nouvelle étape de lutte contre le coup et a appelé le Front populaire du Brésil à déployer toutes ses forces et à se mobiliser avec enthousiasme pour défaire le coup.

« Pendant les développements réactionnaires qui ont mené au coup, la première femme à accéder au poste de présidente du Brésil a fait face à beaucoup de haine, d'intolérance et de préjugés. Face à cette agression et quand la démocratie a été mise en péril, la présidente Dilma a lutté sans relâche et a fait preuve de courage politique. Elle se placera maintenant à la tête de la mobilisation populaire pour préserver la démocratie, défaire le coup et défendre les succès réalisés pendant la période des gouvernements Lula et Dilma », a dit Santos.

Elle a réitéré la proposition du PCdoB à l'effet de tenir un référendum sur des élections présidentielles directes. « Nous sommes convaincus que c'est le peuple brésilien, sur la base de sa souveraineté, qui doit décider de la meilleure voie à suivre pour que le pays surmonte cette crise et rétablisse la démocratie. »

Santos a lancé un appel aux forces démocratiques et populaires, aux institutions qui appuient la démocratie, telles les universités, les juristes, les procureurs, les intellectuels, les artistes et d'autres aussi : « À partir de maintenant, le défi est lancé à tous d'intensifier la mobilisation de notre peuple et des larges sections de la société pour défaire le coup du Sénat fédéral. »

Le président national du Parti des travailleurs du Brésil (PT), le camarade Rui Falcão, a émis un communiqué suite à la décision du Sénat brésilien de procéder au processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff. Le PT fait aussi partie du Front populaire et est le parti de la présidente Rousseff et de l'ancien président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva. Le PT détient 57 sièges à la Chambre des députés et 11 au Sénat. Avant le coup, les législateurs du PT détenaient le plus grand nombre de sièges au cabinet gouvernemental où siégeaient aussi des membres du PMDB qui appuie le coup et six autres partis.

Le président national du Parti des travailleurs y écrit :

« L'adoption du processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff, approuvé par le sénat fédéral, est une continuation du coup contre la démocratie et la constitution.

« Une fois de plus dans l'histoire du Brésil les élites ont bafoué une décision du peuple, se préparant ainsi à imposer un gouvernement illégitime.

« Le pays est attaqué par les pires représentants des oligarchies du pouvoir, par les médias monopolisés et la ploutocratie. Battus aux urnes, ils ont recours à une farce institutionnelle pour renverser une présidente qui a été élue par la majorité du peuple et qui n'a commis aucun crime.

« La réponse au revers encaissé le 11 mai, aux mains des forces de l'infamie, de la trahison et de l'organisation de coups, sera de lutter avec une énergie renouvelée pour le rétablissement de la constitution et l'acquittement de la présidente Dilma Rousseff lors du prochain contrôle judiciaire.

« Le Parti des travailleurs, coude à coude avec les autres membres du Front populaire du Brésil et du Front du peuple sans peur et avec toutes les forces démocratiques, poursuivra sa mobilisation dans les rues et au sein des institutions nationales.

« Nous sommes confiants que les travailleurs des régions rurales et des villes, les intellectuels

progressistes, les jeunes et les femmes continueront d'assumer leur rôle dirigeant dans la lutte pour la légalité.

« Nous allons répandre la contestation de l'usurpation aux quatre coins de ce pays.

« Notre mobilisation, pluraliste et unitaire, représente beaucoup plus qu'un appui au gouvernement dirigé par notre parti. Par-dessus tout, nous défendons l'ordre démocratique et nous rejetons le programme des organisateurs du coup, qui se préparent à réduire les salaires, à renverser la politique d'augmentation du salaire minimum, à attaquer les droits des retraités, à annuler les fonds adoptés en vertu de la constitution et destinés à la santé et à l'éducation. En somme, leur programme est rétrograde, antipopulaire et antinational.

« Nous lutterons sans relâche jusqu'à ce que la présidente de tous les Brésiliens, élue en vertu d'élections libres et directes, est de retour à la tête de l'État, puisque c'est là la volonté souveraine et constitutionnelle du peuple brésilien.

**« Non au coup ! Temer dehors !
« Nous reviendrons ! »**



Condamnation internationale



Le 12 mai, à Sao Paulo (Xinhua)

Le 12 mai, des dirigeants mondiaux et des institutions régionales ont émis des déclarations en appui au gouvernement légitime du Brésil et condamné le coup d'État fomenté le 11 mai contre la présidente Dilma Rousseff.

ALBA-TCP

L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Traité de commerce entre les peuples (ALBA-TCP) a publié le 12 mai un communiqué spécial exprimant le rejet de ses pays membres - Antigua-et-Barbuda, Bolivie, Cuba, la Dominique, l'Équateur, la Grenade, le Nicaragua, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et le Venezuela - du coup d'État au Brésil. On lit dans le communiqué :

« Les secteurs oligarchiques, avec le soutien des intérêts impérialistes, des sociétés transnationales et des groupes de médias, ont l'intention de restaurer le néolibéralisme au Brésil et dans d'autres pays de notre région, cherchent à aligner la politique étrangère brésilienne avec les intérêts impériaux et à démanteler les programmes sociaux des gouvernements PT, qui ont largement bénéficié à des millions de citoyens brésiliens, comme jamais auparavant dans l'histoire de cette nation-soeur, dans des domaines tels que l'alimentation, la santé, le logement, l'éducation et la sécurité sociale.

« L'attaque contre la volonté de millions de Brésiliens exprimée aux urnes, est une nouvelle expression de la contre-offensive réactionnaire visant à renverser les gouvernements qui ont favorisé les plus nécessiteux, laquelle, si elle était menée à terme, menacerait la démocratie, la paix et la stabilité au Brésil et dans notre région, ainsi que la validité de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme une zone de paix adoptée par les chefs d'État et de gouvernement lors du deuxième Sommet de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) tenu à la Havane en 2014.

« Nous, les pays membres de l'ALBA-TCP, exprimons notre solidarité résolue avec la présidente Dilma Rousseff et le chef du Parti des travailleurs, Luiz Inácio Lula Da Silva, également victime de harcèlement par des agents de la droite. Nous réitérons notre soutien au peuple brésilien courageux, qui est descendu dans les rues pour rejeter cette action abominable. »

UNASUR

Ernesto Samper, secrétaire général de l'Union des nations sud-américaines, a déclaré à TeleSUR que Dilma Rousseff demeure « la dirigeante légitime » du peuple brésilien et conserve la « légitimité démocratique » qui lui a conférée sa réélection en 2014.

« Ce qui est arrivé au Brésil est qu'une majorité politique parlementaire conteste la majorité des citoyens qui se sont exprimés d'une manière claire en faveur de Rousseff », a déclaré Samper en se référant à la réélection en 2014 de la présidente Rousseff.

Cuba Une déclaration du gouvernement révolutionnaire de Cuba publiée le 12 mai par le ministère des Relations extérieures se lit ainsi :

« Le gouvernement révolutionnaire de la République de Cuba a dénoncé à plusieurs reprises le coup d'État parlementaire judiciaire, déguisé sous la légalité, qui se développe au Brésil depuis des mois. La majorité des sénateurs brésiliens ont décidé de poursuivre le processus de mise en accusation de la présidente légitimement élue du Brésil, Dilma Rousseff, et avec cela l'ont « provisoirement » démise de ses fonctions pour une période de 180 jours, au cours de laquelle le Sénat doit décider, par un vote à la majorité des deux tiers de ses membres, de la destituer définitivement.

« C'est en réalité une ruse montée par les secteurs de l'oligarchie du pays, soutenue par le

conglomérat de médias réactionnaires et de l'impérialisme, dans le but de renverser le projet politique du Parti des travailleurs, de renverser le gouvernement légitime et d'usurper le pouvoir qu'ils ont été incapables de gagner aux urnes.

« Ce qui est arrivé au Brésil fait partie de la contre-offensive réactionnaire lancée par l'impérialisme et l'oligarchie contre les gouvernements révolutionnaires et progressistes en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui menace la paix et la stabilité des nations, viole l'esprit et la lettre de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme une zone de paix, signée par les chefs d'État et de gouvernement de la région au cours du deuxième sommet de la CELAC tenu en janvier 2014 à la Havane.

« En tant que président du Conseil d'État et des ministres, le général d'armée Raul Castro Ruz, a déclaré lors de la clôture de la 6e période des sessions ordinaires de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, le 29 décembre dernier, que « l'histoire a démontré que lorsque la droite prend le pouvoir au gouvernement, elle n'hésite pas à démanteler les politiques sociales, à fournir des avantages aux riches, à rétablir le néolibéralisme et à appliquer la thérapie de choc contre les travailleurs, les femmes et les jeunes ».

« Le peuple brésilien, les forces politiques de gauche et les mouvements sociaux combattifs de cette nation rejettent ce coup, et avec Lula et Dilma à la tête, vont s'opposer à toute tentative de démanteler les importants programmes sociaux développés par les gouvernements du Parti des travailleurs, comme ' Bolsa Familia ', ' Más Médicos ', ' Mi Casa-Mi Vida ' et ' Hambre Cero ' qui ont changé la vie de dizaines de millions de personnes dans ce pays.

« Dilma, Lula, le Parti des travailleurs et le peuple du Brésil peuvent compter et pourront toujours compter sur la solidarité absolue de Cuba. »

Venezuela

Le ministère des Affaires étrangères de la République bolivarienne du Venezuela a publié une déclaration le 12 mai condamnant le coup d'État. On y lit notamment :

« La présidente légitime, Dilma Rousseff, la première femme élue chef d'État au Brésil, fait face à une attaque motivée par la vengeance qui anime les forces qui ont perdu les élections et sont incapables d'atteindre le pouvoir politique par d'autres moyens que la force.

« La République bolivarienne du Venezuela reconnaît l'héritage moral, la dignité et la capacité à combattre de la présidente Dilma Rousseff qui a démontré par son exemple et sa vocation humaniste qu'elle est une garantie pour la démocratie, les programmes sociaux du peuple brésilien et l'unité sud-américaine.

« La République bolivarienne du Venezuela estime que le coup d'État qui se développe a été fomenté à partir du moment de l'élection de la présidente Dilma Rousseff, à travers la mise en oeuvre d'actions liées à un coup monté sournoisement, comme le sabotage, la désinformation et les mensonges, au point même d'essayer d'empêcher la tenue d'événements sportifs brésiliens de grande importance mondiale, dans le but de discréditer le gouvernement et ses autorités.

« La République bolivarienne du Venezuela ne doute pas un instant que toutes ces actions font partie de l'assaut oligarchique et impérial contre les processus populaires de gauche progressistes dans le seul but de réimposer des modèles néolibéraux d'exclusion sociale et de spoliation de notre richesse naturelle qui ont causé pauvreté et retard à notre peuple et ainsi mettre fin aux

modèles de démocratisation.

Une manifestation a eu lieu à Caracas, la capitale du Venezuela, à 14h00 le 12 mai, en appui au gouvernement légitime du Brésil.

Équateur

Le 12 mai, le ministère des Affaires extérieures de l'Équateur a publié une déclaration gouvernementale dans laquelle il exprime sa profonde préoccupation face aux développements survenus au Brésil. La déclaration a réitéré « le fort soutien au peuple du Brésil et au gouvernement constitutionnel de la présidente Rousseff qui détient légitimement le mandat du peuple exprimé lors des dernières élections démocratiques ... »

« Face à la menace d'un changement sérieux de l'ordre constitutionnel, aux conséquences profondes pour toute la région, l'Équateur fait appel au plein exercice et à la préservation des institutions et des valeurs démocratiques qui les soutiennent, de même que des principes énoncés dans le traité instituant l'UNASUR, comme éléments essentiels pour parvenir à la paix, la justice et l'intégration des peuples d'Amérique latine. »

Bolivie

Evo Morales, le président de la Bolivie, a publié le 12 mai une déclaration décrivant la suspension de la présidente Rousseff comme un « coup d'État parlementaire et judiciaire ». Morales a déclaré : « Nous condamnons cette attaque contre la démocratie et la stabilité économique au Brésil et dans la région. »

Parlant à la télévision le même jour, Morales a exprimé sa solidarité avec Dilma et a dit : « Avant, c'était des coups d'État militaires, maintenant ils effectuent des coups judiciaires par le biais des congrès contre les présidents anti-impérialistes. »

Nicaragua

Le président nicaraguayen Daniel Ortega et sa femme, la poète Rosario Murillo, ont envoyé une lettre à la présidente brésilienne Dilma Rousseff et à son mentor politique Luiz Inacio Lula da Silva, exprimant leur solidarité.

« Nous avons suivi avec indignation et avons rejeté le processus honteux et anti-démocratique qui a éclipsé le sérieux et la force des institutions au Brésil, où la lutte et la force du Parti des travailleurs ont été et demeurent essentielles à la garantie de la liberté et de la justice .

« Nous ne sommes pas surpris par les arguments et les jeux politiques utilisés par la droite ; comme toujours, ils tentent d'affaiblir ou de décapiter les processus populaires qui libèrent le peuple de la pauvreté et transforment la culture oppressive », lit-on dans la lettre.

« Dilma, camarade ... Lula, frère, camarade, nous sommes avec vous ... unis dans ce combat et ce travail pour avancer vers l'avenir ... »

« Le peuple uni ne sera jamais vaincu ! »



L'humanité contre le coup d'État au Brésil

Le réseau en défense de l'humanité (REDH)



Les soussignés, des intellectuels, des artistes, des écrivains et des chercheurs de partout dans le monde dénoncent le coup d'État en cours au Brésil et sont solidaires avec la présidente Dilma Rousseff qui a été élue par 54 millions de Brésiliens il y a seulement un an et demi.

Il ne s'agit pas d'un procès « politique traditionnel », comme le prétend Grupo Globo [un monopole médiatique]. Michel Temer, le visage public du coup d'État, a déjà exprimé ses intentions d'amener le secteur bancaire privé dans la sphère publique et de travailler en particulier à une politique sociale d'austérité pour les 5 % les plus pauvres du pays, ce qui voudrait dire exclure 36 millions de personnes de Bolsa Familia [programme social]. De plus, Temer a l'intention de rechercher des accords avec les États-Unis et l'Union européenne « avec ou sans le Mercosur ». Bref, il veut un gouvernement pour l'élite de son pays détaché de la majorité et effacer à jamais l'expérience que le pays a connue sous le gouvernement du Parti des travailleurs.

Temer se voit lui-même comme le « nouveau Macri » du Brésil, prenant le nouveau gouvernement de l'Argentine comme modèle et avançant vers un démantèlement de l'État rarement vu en Argentine. Il n'est pas surprenant alors que le Ministère des Affaires étrangères de ce pays voisin ait soutenu sans vergogne le coup d'État au Brésil sous prétexte d'appuyer ses institutions. Compte tenu de tout ce que les organisateurs du coup ont exprimé et de leurs liens avec les grandes entreprises, nous considérons le coup d'État du Président *de facto* Michel Temer illégitime et illégal. Il a prouvé il y a longtemps qu'il est un politicien corrompu qui prend ses ordres des sections les plus sombres de l'oligarchie prédatrice de ce pays.

Nous faisons appel à l'UNASUR d'appliquer le protocole établi affirmant un engagement envers la démocratie, qui a été adopté par tous les pays de l'organisation, qui pourrait mettre un frein à la rupture du lien démocratique au Brésil. Nous demandons également que les présidents et les gouvernements du monde ne reconnaissent pas Temer et exigent le retour de la présidente légitimement élue Dilma Rousseff. Ils devraient également mettre fin à la crise politique en appelant à une élection présidentielle immédiate, sous l'égide de la présidente, afin que le peuple

Brésilien puisse à nouveau s'exprimer par des moyens démocratiques et non par un coup d'État imposé par un Congrès douteux et corrompu.

Não vai ter golpe !

Secrétariat exécutif du REDH

Pour ajouter votre nom aux signataires, envoyez votre nom à : contraogolpenobrasil@gmail.com

Pour une mise à jour des signatures, cliquez [ici](#).

(12 mai 2016)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca